



---

**CONSEIL RÉGIONAL**

**GROUPE COMMUNISTE**

---

6, rue Jeanne d'Arc  
45000 ORLÉANS

---

**communication « Faire de la Région Centre  
un pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique »**

**Intervention de Véronique Daudin**

L'action de la Région Centre dans le domaine de l'énergie et notamment de l'efficacité énergétique est une priorité affichée depuis de très nombreuses années, comprise par ailleurs dans les 9 mesures phares de notre programme.

Aussi, cette communication relève toute son importance face à l'enjeu important que constitue le besoin énergétique, et quelques semaines après l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale le 21 octobre 2008 du projet de loi de programme relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement.

La question de l'énergie est devenue l'un des grands problèmes que le monde doit affronter et résoudre à l'échelle du 21ème siècle. Sans énergie, nombre d'activités humaines ne sauraient se développer, industrie, recherche, transports, communication mais aussi des activités comme la santé et l'éducation.

Cette question est déterminante pour l'avenir de la planète et de l'humanité. Le constat que nous faisons de la situation, épuisement des ressources fossiles, aggravation de l'effet de serre, insuffisance de la production d'énergie sur le plan mondial est alarmante ... L'accès de tous, au nord comme au sud, à une énergie propre et suffisante, non polluante et respectueuse du climat est l'un des défis que l'humanité doit relever impérativement, si nous voulons collectivement travailler à l'émancipation de chacun et au développement de tous.

Les ressources énergétiques fossiles sont en voie d'épuisement, les spécialistes parlent de 20 à 60 ans selon les énergies. La combustion des énergies fossiles est génératrice de gaz à effet de serre (CO2 et méthane) et elle est en grande partie responsable du réchauffement climatique

Face à cette situation, il est donc nécessaire de repenser nos modes de consommation, de production, et d'aménagement du territoire avec le souci premier de l'économie et de l'efficacité énergétique. La Région Centre, par l'impulsion de sa majorité, a compris ces enjeux et s'est engagée vivement sur ces questions. Je donnerais quelques exemples pour illustrer mon propos.

Dans le domaine des transports, nous avons favorisé les transports collectifs urbains et interurbains notamment à travers le développement du Transport Express Régional. D'autres domaines restent à repenser, je pense au ferroutage, au transport fluvial et au cabotage maritime, il faut aussi repenser les énergies utilisées par les voitures individuelles en limitant au maximum la production de gaz à effet de serre.

Dans les critères d'attributions des aides aux entreprises, nous avons intégré, dans le cadre de la mise en place de l'Agenda 21 et SRDES, les critères environnementaux.

Dans le domaine de l'habitat, nous avons incité à des constructions économisant l'énergie et limitant leur impact sur l'environnement climatique, paysager et sanitaire. Nous avons mis en place, dans ce cadre, le prêt à taux 0, appelé ISOLARIS Centre.

D'autres chantiers restent à ouvrir particulièrement sur les formes actuelles de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire. Conçus aujourd'hui sur la base de la recherche du profit maximum, l'urbanisation et l'aménagement du territoire sont trop consommateurs d'espace et d'énergie, trop producteurs de pollutions ayant des effets terribles sur la santé des individus et sur la biodiversité. C'est aujourd'hui qu'il faut réorienter les politiques publiques en ce domaine.

Les énergies renouvelables constituent un enjeu essentiel pour l'avenir de la planète. Les élus communistes se prononcent pour leur développement. Pour cela, il faut faire des efforts de recherche, d'expérimentation et de production. Cela pourrait faire l'objet d'un programme mondial public avec ses déclinaisons à l'échelle de l'Europe et de la France.

Dans l'état actuel des choses, les énergies renouvelables ne sont pas en mesure de permettre de faire face à la totalité de l'évolution des besoins en énergie de la planète, à fortiori si nous nous fixons pour ambition de répondre aux besoins de tout ceux qui aujourd'hui n'ont pas accès à l'énergie. Il faut revoir le coût encore élevé des installations car ces énergies ne sont pas accessibles au plus démunis. La complémentarité avec les autres formes d'énergie est donc indispensable, mais il est aussi indispensable de les développer à une grande échelle.

Je prendrais quelques exemples :

L'énergie solaire doit être développée, le solaire apporte une source inépuisable d'énergie. Il convient donc de tenir compte de cette énergie lors de la conception architecturale des bâtiments.

L'énergie éolienne contribue à la sécurité énergétique, à la réduction des pollutions mais elle n'est pas toujours disponible. Il est urgent de le soustraire aux appétits du capital et de l'inscrire dans une démarche de service public et respectueuse des paysages.

L'énergie géothermique vient des profondeurs de la terre. Elle est exploitable quand elle est proche de la surface. C'est une source d'énergie inépuisable qui fournit de la chaleur et de l'électricité. Mais elle a un coût encore trop élevé.

La biomasse qui permet de produire de l'énergie à partir de la fermentation des déchets agricoles ou de bois...

Ce n'est pas à proprement parler une énergie renouvelable, mais la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, permettra d'ici dix ou vingt ans, de disposer d'un moteur à combustible propre pour le transport.

Enfin, avec plusieurs centrales nucléaires sur notre territoire ou frontalière, la Région Centre est la deuxième région française en production d'électricité d'origine nucléaire. Mon propos ne concernera pas l'énergie nucléaire mais plutôt les conditions sociales, sanitaires, de sécurité et de sûreté de l'entreprise EDF et de ses sous traitants.

En effet, nous avons été alertés par un groupe de Salariés Prestataires des entreprises sous traitantes Gamma, Polinorsud, Comi Service accompagnés de représentants CGT et FO d'EDF des centrales nucléaires de Dampierre-en-Burly et Belleville-sur-Loire. Ces derniers nous ont fait part de leurs inquiétudes vis à vis de leurs avenir professionnels, avec la perte des marchés fin 2008 au profit d'une politique de moins-disants financiers conduisant à des pertes de compétences rares comme la radio protection et une baisse des compétences techniques avec des écarts, des incidents, des baisses de qualité avérées de plus en plus nombreuses vis à vis de la sécurité et de la sûreté sur les centrales.

Nous souhaitons donc relayer dans cet hémicycle leurs inquiétudes. Tout d'abord, nous rappelons que nous apportons notre soutien entier aux salariés prestataires qui travaillent dans des conditions de précarité inadmissibles.

La recherche du profit de ces entreprises sous traitantes occulte forcément les conditions de sécurité sanitaires et sociales des salariés mais également le niveau de sûreté de ces centrales

Alors que les élus communistes, avec d'autres, n'ont cessé d'alerter des conséquences de la privatisation d'EDF et de son changement de statut, il est regrettable aujourd'hui de constater que nous avons raison !

Alors qu'il y a 20 ans, 80 % de la maintenance était effectuée par EDF, c'est seulement 20 % aujourd'hui qui est traitée par EDF, le reste étant exécuté par les sous-traitants. Ce choix délibéré ne peut que remettre en cause la garantie de sûreté nucléaire et ce n'est pas tolérable.

EDF-SA a largement les moyens financiers, elle doit assurer la maintenance de son parc. Il est nécessaire de garantir aux salariés de toutes ces entreprises un statut identique couvert par la même convention collective. C'est dans cet objectif que les élus communistes font le choix d'un grand service public de l'énergie, regroupant EDF, GDF, Areva, Cogema... EDF doit prendre ses responsabilités et bannir du nucléaire le terme risque industriel acceptable...

L'énergie nucléaire doit passer par une transparence absolue. Il est donc nécessaire d'intégrer plus de démocratie dans la gestion de production et de la distribution de l'énergie. La participation de tous, citoyens, salariés, chercheurs, employeurs des entreprises concernés, élus, État, aux choix stratégiques des entreprises publiques dans la clarté et la transparence est de ce point de vue une condition sine qua non du succès.

Le pôle d'excellence en matière d'efficacité énergétique que nous souhaitons porter ne saurait faire abstraction de ces questions sociales, sanitaires et de sûreté nucléaires.